



Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique

**Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation
et de la Répression des Fraudes _ DGCCRF**

**École Nationale de la Concurrence, de la Consommation
et de la Répression des Fraudes _ ENCCRF**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MARCHÉ DE LOCATION AVEC MAINTENANCE DE MATÉRIEL DE REPROGRAPHIE

POUR

**L'ÉCOLE NATIONALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA
RÉPRESSION DES FRAUDES (ENCCRF)**

Référence du marché : **2026-2027_Copieurs_ENCCRF**

Procédure de passation : Procédure adaptée en application de l'article R2122-8 du Code de la
Commande Publique

Le présent CCP comprend 11 pages, numérotées de 1 à 11

SOMMAIRE

Numéro de l'article	Titre de l'article	Page
1	POUVOIR ADJUDICATEUR, OBJET DU MARCHÉ ET DÉFINITION DU BESOIN	3
2	ALLOTISSEMENT	3
3	FORME DU MARCHÉ	3
4	DURÉE DU MARCHÉ	4
5	DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
6	MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX	4
7	FACTURATION	5
8	MODALITÉS DE RÈGLEMENT	6
9	INTÉRÊTS MORATOIRES	6
10	PENALITÉS	6
11	RÉCEPTION	7
12	RÉSILIATION	7
13	LITIGES	7
14	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	7
15	CONFIDENTIALITÉ	7
16	ASSURANCE	8
17	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	8
18	REPRÉSENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE ET DU TITULAIRE	8
19	FONCTIONNALITÉS DU MATÉRIEL	9
20	PRESTATIONS DE MAINTENANCE	10
21	CAS PARTICULIER DE LA MAINTENANCE LORS DE L'IMPRESSION DES SUJETS DE CONCOURS	10
22	FOURNITURES DE CONSOMMABLES	10
23	FORMATION DU PERSONNEL	11
24	MISE EN SERVICE EFFECTIF	11

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ ET DEFINITION DU BESOIN

L'ENCCRF est un service à compétence nationale qui appartient à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et répression des fraudes (DGCCRF).

L'ENCCRF est située à Montpellier :
45, place Ernest Granier
B.P. 60
34 935 Montpellier Cedex 9

Le représentant de l'ENCCRF en est son directeur : Monsieur Patrick RUBI.

L'ENCCRF dispose actuellement d'un atelier de reprographie qui compte deux copieurs monochromes gros volumes.

Le présent cahier des charges a pour objet le renouvellement du marché de location et de maintenance de ses deux copieurs monochromes numériques, capables de réaliser **environ 100 000 à 200 000 copies au total par an**. Il s'agit d'une estimation de volumétrie, susceptible de variations.

Un contrat de maintenance sera à adjoindre à la proposition de location.

Le présent marché autorise les produits reconditionnés.

ARTICLE 2 : ALLOTISSEMENT

Il n'est pas prévu de décomposition en lots pour le motif suivant :

Les prestations objet du présent marché ne permettent pas l'identification de prestations distinctes qui pourraient être exécutées par plusieurs opérateurs économiques, au regard de la nécessaire cohérence de la mission.

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ

Le contrat est un accord-cadre avec maximum, passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il est attribué à un seul opérateur économique et donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix.

Le montant maximal des prestations pour la durée de l'accord-cadre est fixé à 40 000 €HT.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro de l'accord-cadre ;

- la date et le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique);
- le montant du bon de commande ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les lieux d'exécution des prestations ;

Les bons de commande émis pendant la durée de validité de l'accord cadre pourront s'exécuter au plus tard 3 mois après la date de fin de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 : DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée de 24 mois à compter du 1^{er} janvier 2026.

Les délais d'exécution seront fixés dans chaque bon de commande, en tout état de cause le matériel devra être installé dans les locaux de l'ENCCRF au plus tard en début de semaine 52 pour rendre le matériel fonctionnel au 1^{er} janvier 2026.

Les bons de commande émis pendant la durée de validité de l'accord cadre pourront s'exécuter au plus tard 3 mois après la date de fin de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés par ordre de priorité ci-après, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement ;
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (non communiqué).
- Le contrat de maintenance
- L'offre technique remise par le candidat à l'appui de son offre et ses éventuelles annexes dont, le cas échéant, le plan d'assurance sécurité (PAS), le plan d'assurance qualité et/ou le plan de prévention des risques (PPR) ;
- Le cas échéant, le plan de sécurité des systèmes d'information (PSSI).

Les pièces constitutives prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte l'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

Le présent marché est conclu à prix unitaire ferme pour la durée du marché. Le titulaire certifie que les prix n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir à l'ENCCRF, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité. Il pourra faire bénéficier l'ENCCRF des éventuelles mesures

commerciales qui interviendraient pendant la durée d'exécution du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant la location de ce matériel, ainsi que les frais de formation, les frais d'implantation et de déplacement de matériel.

En effet, il pourra être demandé au titulaire de déplacer le matériel sur site ou en cas de déménagement sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

L'annexe financière doit être détaillée, mensuellement, annuellement ou unitairement suivant les postes.

L'unité monétaire de conclusion du marché est l'euro.

ARTICLE 7 : FACTURATION

Les prestations sont facturées après service fait.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'Administration sous 30 jours en application des règles de la comptabilité publique en vigueur par virement sur le compte du titulaire indiqué à l'acte d'engagement du présent marché.

Les factures sont établies au trimestre.

Le mode de transmission privilégié est celui de la dématérialisation. Après exécution des prestations, le titulaire saisit ou transmet sa facture, par voie dématérialisée et sécurisée, sur l'outil en ligne Chorus Pro, accessible sur internet à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, l'adresse et le n° SIRET du titulaire ;
- les références du compte postal ou bancaire ouvert au nom du titulaire telles qu'elles sont précisées dans l'acte d'engagement ;
- la mention « ENCCRF » ;
- le numéro de marché CHORUS ;
- le numéro de l'accord-cadre et du bon de commande correspondant aux prestations exécutées ;
- le code service exécutant (FAC9470075) ;
- la date d'établissement de la facture ;
- la nature et la quantité des prestations exécutées ;
- les montants HT de chacune des prestations ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC.

L'unité monétaire de facturation est l'euro.

Le comptable assignataire des paiements est le Centre de Gestion Financière (CGF3)

Important : En cas de modification d'établissement financier et/ou du numéro de compte, le titulaire doit en avertir l'ENCCRF dans un délai de 7 jours par messagerie électronique et lettre simple.

ARTICLE 8 : MODALITES DE REGLEMENT

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'Administration sous 30 jours en application des règles de la comptabilité publique en vigueur par virement sur le compte du titulaire indiqué à l'acte d'engagement du présent marché.

ARTICLE 9 : INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans le délai prévu à l'article 10.1 du présent document fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire, dans les conditions prévues aux articles L-2192-13 et R-2192-31 et suivant des textes précités.

Dans ce cas, le taux des intérêts moratoires sera le taux applicable égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal majoré de 8 points en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir.

ARTICLE 10 : PENALITES

Pénalités pour retard :

Les modalités d'application des pénalités de retard sont celles fixées par l'article 14 du CCAG/TIC.

Pénalités pour indisponibilité :

Les pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance s'appliquent, à l'exception des seuils fixés à l'article 14.2.6 du CCAG/TIC remplacés par les articles 19 et 20 du présent document.

Pénalités pour travail dissimulé :

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 11 : RECEPTION

11.1- Vérifications

Les vérifications seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC.

11.2- Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

ARTICLE 12 : RESILIATION

11.1 Conditions de résiliation applicables selon le CCAG/TIC (chapitre 8 – Articles 47 à 54 du CCAG)

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 49, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 48.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 51.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées dans les articles 48 à 54 du CCAG TIC, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de litige sur le présent marché, et en l'absence de règlement de la situation à l'amiable, toute contestation est de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 14 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dispositions du présent cahier des clauses particulières prévalent sur toutes celles du CCAG/TIC qui lui seraient contraires.

L'article 10 du CCAP déroge à l'article 14.2.6 du CCAG/TIC

ARTICLE 15 : CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations et documents auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

ARTICLE 16 : ASSURANCES

Les règles régissant les questions d'assurance et de responsabilité sont fixées conformément aux dispositions du CCAG-TIC.

ARTICLE 17 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'ENCCRF, sensible à l'impact environnemental de la solution proposée, attache une importance particulière aux points suivants :

- la consommation d'énergie, le niveau sonore, les écolabels des équipements proposés ;
- la collecte, le recyclage des pièces de rechange et les déchets produits ;
- la récupération ou réutilisation éventuelle des emballages.

Le candidat mettra en œuvre les dispositions relatives à sa démarche et son engagement en faveur de la protection de l'environnement, telles que prévues dans son offre.

Encres et toners : Le titulaire doit utiliser des encres permettant de réduire l'émission de composés organiques volatiles (COV) et des poudres de toners contenant le moins de substances toxiques possible. Dans cette perspective, le titulaire privilégie les encres à base aqueuse ou des encres végétales conformément aux engagements précisés dans le cadre de réponse technique et environnementale.

D'une manière plus globale, le titulaire recourt à des produits ne contenant pas des substances dangereuses, facilitant la gestion des déchets et le recyclage.

Il est par ailleurs attendu, conformément aux engagements précisés dans le cadre de réponse technique et environnementale que les toners soient respectueux de l'environnement.

Le titulaire transmet, à la demande de l'acheteur, tous documents justifiant du caractère écoresponsable des encres et toners utilisés dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Limitation des Gaz à Effet de Serre dans les livraisons : Le prestataire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons. Les tournées doivent être optimisées. Le prestataire analyse systématiquement la possibilité de regrouper les livraisons de la collectivité ou de plusieurs clients situés dans un même périmètre géographique. Le prestataire pourra, par exemple, mettre en place des outils d'optimisation de ses livraisons.

La planification des livraisons doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Les livraisons doivent s'effectuer moteur éteint, sauf cas particulier (par exemple, les véhicules réfrigérés).

Le prestataire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions (véhicules Crit'Air 1, électriques, GPL, GNV, hydrogène, hybrides), les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

ARTICLE 18 : REPRESENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE ET DU TITULAIRE

18.1 Pour la personne publique

Madame Géraldine AGUILA, Secrétaire Générale de l'ENCCRF, est chargée du suivi et de la bonne exécution des prestations en tant que responsable du Secrétariat général de l'ENCCRF.

Elle est l'interlocutrice privilégiée auprès du titulaire pour toutes les questions liées à l'exécution du présent marché.

18.2 Pour le titulaire

Le titulaire désigne dans les cinq jours suivant la notification du marché une personne pour le représenter auprès de la personne publique pour toute question relative à l'exécution des prestations.

II – CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 19 : FONCTIONNALITÉS DU MATÉRIEL

Les fonctionnalités attendues des moteurs d'impression sont résumées ci-après.

FONCTIONNALITÉS	CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE LA GAMME DES COPIEURS
Format passage papier	Minimum A5, maximum A3W
Type de supports admissibles	Papiers standards et spéciaux
Qualité d'impression	Qualité d'impression autorisant la réalisation de petits aplats et de textes en réserve
Zoom	Plusieurs taux de réduction et d'agrandissement et possibilité de modification point par point
Alimentation en supports imprimables	Forte capacité d'alimentation papier du réceptacle (alimentation de 6500 à 7100 feuilles)
Vitesse	75 ppm
Connexion	Connexion au réseau interne demandée
Compteurs	Général avec possibilité d'affinage
Compatibilité avec l'environnement Windows actuel	Système Windows 2012 R2 Server, Windows 7 et Windows 10 pour les stations
Fonctionnement en tandem des deux copieurs	Possibilité d'impression en simultanée
OPTIONS	
Agrafeuse	Agrafage 100 feuilles

ARTICLE 20 : PRESTATIONS DE MAINTENANCE

La maintenance est incluse dans l'objet du marché durant toute sa durée d'exécution. Au titre de la maintenance préventive, le titulaire effectuera à minima deux visites par an. Ces visites sont programmées et réalisées en accord avec le service de reprographie de l'ENCCRF et ne doivent pas excéder quatre heures d'immobilisation.

Par ailleurs, le titulaire mettra en œuvre les maintenances préventives mineures et majeures selon le plan d'entretien défini par le constructeur du matériel (fréquence déterminée par le nombre de pages).

Concernant la maintenance curative, le titulaire du marché proposera des solutions d'intervention définies à *minima* comme suit :

- Délai d'intervention entre l'heure d'appel du service et l'heure d'arrivée sur les lieux du technicien spécialisé ; ce délai ne devra pas excéder deux heures ;
- Délai d'intervention entre l'heure d'appel du service et l'heure de remise en état de fonctionnement effectif de l'appareil défectueux ; ce délai ne devra pas excéder six heures ;
- Une possibilité de remplacement provisoire du matériel défectueux, durant le temps de réparation du matériel défectueux, sera proposée.

Les pénalités de retard pour non-respect des critères cités ci-dessus seront de 50 € hors taxe par heure de retard.

ARTICLE 21 : CAS PARTICULIER DE LA MAINTENANCE LORS DE L'IMPRESSION DES SUJETS DE CONCOURS

Chaque année, l'ENCCRF est en charge de la reproduction de sujets de concours nationaux (inspecteur, contrôleur, ingénieur de laboratoire, examens professionnels...etc.). A cette fin, l'ENCCRF respecte un calendrier contraint lui imposant, durant certaines périodes de l'année, des pics d'activités en termes d'impressions des sujets de concours. Durant ces périodes, l'entreprise doit en cas de panne ou de dysfonctionnement des copieurs :

- intervenir dans un délai minimal d'une heure à compter de la demande d'intervention effectuée par l'opérateur ;
- assurer, en tout état de cause, une remise en fonctionnement des copieurs dans un délai de quatre heures au maximum.

Le calendrier de ces périodes particulières sera transmis à l'entreprise par l'ENCCRF dès qu'elle en aura connaissance par son administration centrale.

Les pénalités de retard pour non-respect des critères cités ci-dessus seront de 60 € hors taxes par heure de retard.

ARTICLE 22 : FOURNITURES DE CONSOMMABLES

Le titulaire du marché devra fournir les consommables nécessaires au fonctionnement du matériel loué (toner, agrafes, consommables techniques, etc.), à l'exception du papier, dont la fourniture reste à la charge de l'utilisateur. Le transport des consommables s'effectue sous la responsabilité de l'entreprise jusqu'à la livraison.

ARTICLE 23 : FORMATION DU PERSONNEL

Le titulaire du marché formera sans frais supplémentaires sur site le personnel de l'ENCCRF aux techniques et manipulations nécessaires au bon fonctionnement des appareils donnés en location. Cette formation sera renouvelée autant de fois que nécessaire pour tenir compte, d'une part, des évolutions technologiques des appareils et, d'autre part, des éventuels changements d'affectation des personnels appelés à utiliser les appareils.

ARTICLE 24 : MISE EN SERVICE EFFECTIF

Le titulaire du marché devra installer au plus tard en début de semaine 52 (avant le 28 décembre 2025) le matériel. Il sera installé à ses frais afin de répondre aux besoins d'équipements nécessaires à la réalisation des prestations du présent marché.

L'installation s'effectuera dans les locaux de l'ENCCRF au 45, place Ernest Granier, à Montpellier. Les candidats peuvent, sur demande, visiter les locaux au préalable afin d'apprécier les opérations de manutention inhérentes à l'installation du matériel.

Tout déplacement (interne et externe à la structure) de matériel durant la durée de marché sera à la charge du titulaire.